



Emploi - Salaires Pouvoir d'Achat !



La CGT et la CFDT appellent à des mobilisations communes pour parvenir au débloqué et à la relance des négociations salariales

Depuis dix ans les salariés subissent une modération salariale, qui peut être très variable d'un secteur à l'autre, **mais il n'est pas acceptable que 50% gagnent moins de 1,5 Smic par mois¹**, Il n'y a pas de réelle progression salariale pour 90 % des salariés, alors que les profits des grosses entreprises sont colossaux. Malgré ces injustices, la consommation des ménages représente les 2/3 de la croissance qui reste faible. **C'est le pouvoir d'achat des ménages qui doit être augmenté, et non pas celui des plus fortunés.**

Aussi, ces dernières années **la précarité s'est amplifiée**, réduisant les salaires, particulièrement par l'augmentation du nombre de salariés à temps partiel contraint, hebdomadaire ou annuel par le biais des contrats intérimaires ou des CDD. Eux, veulent travailler plus pour gagner plus ! Il est à dénoncer aussi que de trop nombreuses personnes en âge de travailler sont exclues de l'emploi.

La France est un pays riche, son économie repose trop sur les PME asphyxiées par les grands groupes qui dégagent les dividendes pour une minorité. La Smic ne devrait concerner que 2 ou 3 % de la population, et non pas 15 %, comme c'est le cas actuellement. **Toutes les compétences et les qualifications doivent être reconnues et payées à leur juste valeur** afin que les entreprises puissent se situer dans l'économie de la connaissance et ainsi se développer. **C'est le seul moyen d'élever significativement les salaires, de financer la protection sociale et les aménagements collectifs.**

Par ailleurs, il est difficile de mesurer le réel pouvoir d'achat, l'inflation mesurée par l'INSEE n'est pas représentative du panier de la ménagère. Certes les prix de l'informatique ou de l'électroménager ont fortement baissé, mais on ne change pas son frigo toutes les semaines. Alors que **les prix des produits de première nécessité ont fortement augmentés** : alimentation, énergie, transport, logement, etc.

Ni le gouvernement, ni le patronat n'apportent de réponse satisfaisante, par conséquent, les signataires de cette pétition, avec la CGT et la CFDT revendiquent :

- **L'ouverture de négociation dans l'entreprise et dans les branches professionnelles :**
 - o Des augmentations de salaire significatives particulièrement pour les bas salaires
 - o La garantie des minima conventionnels à hauteur du Smic
 - o Les conditions d'accès au plein temps et à la formation professionnelle des salariés à temps partiel
 - o La négociation de l'accès à tous les salariés à la complémentaire santé et à la prévoyance
- **Après des pouvoirs publics :**
 - o L'augmentation du Smic
 - o L'obligation annuelle de négocier les salaires dans les fonctions publiques
 - o La suppression des allègements de cotisations sociales aux entreprises ne pratiquant pas les minima conventionnels au moins égaux au SMIC

NOM Prénom	Entreprise	Commune de résidence	Signature

¹ Chiffres 2004, Alternative Economique Hors Série N° 74 – 4^{ème} trimestre 2007